

## ANNEXE

## à la délibération n° 228/CP du 18 novembre 1997

LISTES DES MATÉRIELS ET PRESTATIONS  
DON DE LA JAPAN IUNA

- 107 VIII 25 watts avec antenne 3DB
- 1 balise Sarsat/Cospas automatique
- 17 balises Sarsat/Cospas manuelles
- 8 micro-ordinateurs avec logiciels bureautiques
- 8 onduleurs
- 2 imprimantes à jet d'encre
- matériels de formation au certificat radio restreint (VIII, antennes, balises, simulateurs GPS)
- 100 kits de sécurité
- 1 pompe à vide
- 1 traceur avec cartes et antenne, connectable à un GPS
- 1 armoire en aluminium
- 1 moteur hors-bord
- 1 kit pour la pêche à la traîne
- petits matériels pour la pêche à la palangre comprenant des hameçons, des émerillons, du monofilament, des flotteurs et radiobouées ainsi que des gants, pantalons et vestes imperméables
- construction d'un local sanitaire pour la préparation des produits de la mer.

**Délibération n° 229/CP du 18 novembre 1997 portant exonération de tous droits et taxes à l'importation des matériels et équipements de pêche donnés au Territoire par les associations professionnelles de pêche japonaises**

La Commission Permanente du Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 :

Vu le tarif des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 228/CP en date du 18 novembre 1997 portant acceptation d'un don au Territoire par les associations professionnelles japonaises de pêche ;

Vu l'habilitation qui lui a été conférée par délibération n° 93 du 28 août 1997 ;

Vu l'avis du Comité Consultatif en sa séance du 18 septembre 1997 ;

Entendu le rapport de l'Exécutif du Territoire ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les dons de matériels et d'équipements faits au Territoire et acceptés par délibération n° 228/CP du 18 novembre 1997 susvisée sont exonérés des droits de douane et de la taxe générale à l'importation.

Art. 2. - Il sera joint à la déclaration d'importation une attestation signée par le Chef du Service Territorial de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes certifiant que les équipements et matériels en cause sont acheminés sur la destination déclarée.

Art. 3. - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance, le 18 novembre 1997.

*Le Secrétaire,*  
D. MILLIARD

*Le Président,*  
P. MARESCA

**Délibération n° 237/CP du 18 novembre 1997 relative à la modification de l'article 88-3 du code des douanes**

La Commission Permanente du Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 :

Vu l'habilitation qui lui a été conférée par délibération n° 93 du 28 août 1997 ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 3 du 24 octobre 1972 fixant le taux des obligations cautionnées ;

Vu la délibération n° 80 du 27 août 1997 relative au budget supplémentaire 1997 ;

Entendu le rapport de l'Exécutif du Territoire ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 88 du code des douanes de Nouvelle-Calédonie sont abrogées et remplacées par :

3 - Elles donnent lieu à un intérêt de crédit aux taux de l'intérêt légal pour l'année civile augmenté de 1 point et à une commission spéciale dont le montant ne peut dépasser trois pour mille du montant des droits et taxes liquidés.

Art. 2. - La délibération n° 3 du 24 octobre 1972 et l'article 6 de la délibération n° 80 du 27 août 1997 sont abrogés.

Art. 3. - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance, le 18 novembre 1997.

*Le Secrétaire,*  
D. MILLIARD

*Le Président,*  
P. MARESCA

**Délibération n° 238/CP du 18 novembre 1997 portant délégation de gestion des cours d'eau aux Province Nord et Sud**

La Commission Permanente du Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 :

Vu la loi n° 88-1028 susvisée notamment son article 10 modifié par l'article 3 de la loi n° 95-173 du 20 février 1995 ;

Vu la délibération n° 105 du 9 août 1968 réglementant le régime et la lutte contre la pollution en Nouvelle-Calédonie ;



Vu la délibération de la Province Sud en date du 11 avril 1996 relative aux délégations de compétence, notamment en matière de gestion des cours d'eau ;

Vu la délibération de la Province Nord en date du 18 juillet 1997 sollicitant délégation de compétence en matière de gestion des cours d'eau ;

Vu l'habilitation qui lui a été conférée par délibération n° 93 du 28 août 1997 ;

Entendu le rapport de l'Exécutif du Territoire ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. - Dans le cadre de la préservation et de l'amélioration de la vie des cours d'eau relevant de son domaine public et situés dans le ressort géographique respectif de chaque Province, le Territoire de la Nouvelle-Calédonie délègue aux Provinces Nord et Sud tous pouvoirs pour gérer, dans les conditions ci-dessous définies, les secteurs suivants :

*I. Prélèvement d'eaux superficielles ou souterraines effectués par toute collectivité ou tiers dans un but d'alimentation en eau potable, d'irrigation ou de pompage industriel*

La délégation comprend l'instruction de la demande formulée dans les conditions de l'article 5 de la délibération n° 105 du 9 août 1968 et la délivrance de l'autorisation définissant outre le débit prélevé et le but du prélèvement, les droits et obligations du pétitionnaire.

Le gestionnaire peut modifier ou retirer ces autorisations sous réserve de justifications.

*II. Entretien du lit et protection des berges, notamment débroussaillage et nettoyage des berges, curage*

Il inclut notamment le débroussaillage, le nettoyage et la protection des berges et le curage nécessaires pour maintenir la capacité naturelle d'écoulement des cours d'eau et limités au lit mineur compris dans le domaine public territorial.

*III. Modification du lit et des berges*

Ces travaux concernent notamment les endiguements, la construction d'épis, la rectification de méandres ou tout ouvrage destiné à la protection contre les crues.

La gestion comprend l'instruction du dossier technique et foncier et la demande d'autorisation préalable au Territoire pour occupation ou modification du domaine public.

*IV. Extraction de matériaux*

Cet acte doit être dissocié des paragraphes II et III ci-dessus, car il constitue une exploitation à titre commercial.

La délégation comprend l'instruction et la délivrance des autorisations d'extraction, la redevance d'extraction restant due au Territoire.

Art. 2. - Pour assurer les missions visées à l'article I<sup>er</sup> -II et III, le Territoire alloue annuellement à chaque Province, une dotation spécifique au vu d'un programme prévisionnel d'intervention.

Art. 3. - Sont exclus du champ d'application de la présente délégation de gestion :

*I. Ouvrages de franchissement*

Ils visent en particulier les ponts (culées et tabliers) et les radiers. Le propriétaire de l'ouvrage en conserve la gestion directe. Lorsqu'il ne s'agit pas d'un ouvrage provincial, le propriétaire consultera préalablement la Province pour avis sur les données techniques dudit ouvrage.

*II. Extraction hydrauliques*

Ils désignent les barrages antisecl et les barrages réservoir, nécessitant l'occupation du lit et des berges, partie intégrale du domaine public territorial.

L'autorisation d'occupation du domaine public territorial sera liée à l'approbation d'un cahier des charges intégrant la définition des prescriptions de fonctionnement et la désignation de toute collectivité ou tiers assurant globalement ou séparément la construction, la gestion et la responsabilité de l'ouvrage.

*III. Barrages hydroélectriques*

Tout ouvrage nécessitera préalablement l'établissement d'une convention entre le Territoire, le constructeur et l'exploitant, cette convention désignant nommément le gestionnaire de l'ouvrage et définissant les responsabilités lui incombant.

Art. 4. - La présente délibération sera transmise au Délégué du Gouvernement, Haut-Commissaire de la République.

Délibéré en séance, le 18 novembre 1997.

Le Secrétaire,  
D. MILLIARD

Le Président,  
P. MARESCA

**Délibération n° 239/CP du 18 novembre 1997 relative à l'attribution de subventions aux Provinces Nord et Sud pour l'entretien des cours d'eau du Territoire (Années 1996 et 1997)**

La Commission Permanente du Congrès du Territoire de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce Territoire ;

Vu la délibération n° 127/CP du 26 septembre 1991 relative à l'administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux du Territoire, notamment en son article 20, 2<sup>e</sup> alinéa ;

Vu la délibération n° 19 du 27 décembre 1995 relative au budget 1996 du Territoire ;

Vu la délibération n° 45 du 27 décembre 1996 relative au budget 1997 du Territoire ;

Vu la délibération n° 80 du 27 août 1997 relative au budget supplémentaire 1997 ;